

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERME EOLIENNE DU CAP ESTEVE

179 rue du Poirier
14650 Carpiquet

Références : -

Code AIOT : 0003702961

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DU CAP ESTEVE implanté Lieu-dit ou BP Bosc et la Tourelle (81320 MURAT SUR VEBRE) 34610 Castanet-le-Haut. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DU CAP ESTEVE
- Lieu-dit ou BP Bosc et la Tourelle (81320 MURAT SUR VEBRE) 34610 Castanet-le-Haut
- Code AIOT : 0003702961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Cap Estève a été autorisé par arrêté inter-préfectoral du 22 juillet 2022. Il sera constitué de 4 éoliennes d'une puissance totale de 12 MW et d'un poste de livraison.

L'autorisation environnementale délivrée intègre une dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées (DEP), laquelle implique la mise en œuvre de parcelles compensatoires à quelques kilomètres du site.

L'inspection du 19 juin 2025 s'est déroulée durant la phase de levage des éoliennes et s'est attachée à contrôler les prescriptions liées à cette phase du chantier de construction.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesures de préparation et encadrement du chantier	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2> I	Sans objet
2	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Informations à communiquer avant le démarrage du chantier	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.1	Sans objet
5	Suivi du chantier	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.6	Sans objet
6	Périodes d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.3	Sans objet
7	Périmètre du chantier	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.2	Sans objet
8	Préparation du chantier et balisage des stations à protéger	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.1	Sans objet
9	Circulation des	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	engins	article 3.4.3	
10	Gestion des déblais/remblais	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.3	Sans objet
11	Moyens de lutte contre la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions liées à la phase travaux sont respectées, à l'exception de la gestion des déchets : les bordereau de suivi des déchets (BSD) sont bien édités, mais dans un format non standard, les noms des producteurs de déchets ne sont pas bien renseignés, et l'application "TrackDéchets" n'est pas utilisée. L'exploitant est conscient de la non-conformité et met en œuvre des dispositifs d'amélioration de cette gestion auprès des prestataires. Cette action devra être poursuivie et améliorée afin d'arriver prochainement à une gestion conforme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2> I
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration OREOL
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : Le chantier a débuté le 2 septembre 2024 et devrait aboutir à une mise en service au 1 ^{er} novembre 2025. Les caractéristiques des éoliennes ont été correctement renseignées dans OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Prescription contrôlée :

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté
Constats : Il a été constaté que les voies d'accès sont carrossables et entretenues et permettent l'accès au chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Informations à communiquer avant le démarrage du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.1
Thème(s) : Situation administrative, Phase de travaux
Prescription contrôlée : Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par mail, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr. L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) : des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.
Constats : Les déclarations d'ouverture de chantier ont bien été transmises aux Mairies de Murat-sur-Vèbre et Castanet-le-Haut. La Direction Générale de l'Aviation Civile, la Direction de la Circulation Aérienne Militaire et la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile zone Sud ont été prévenus 3 mois avant les opérations de levage. L'exploitant a transmis les copies des courriers envoyés. Le début des opérations de levage des éoliennes a eu lieu le 2 juin 2025, avec la grue principale et le Service Départemental d'Incendie et de Secours en a été informé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de préparation et encadrement du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.4
Thème(s) : Autre, Phase de travaux
Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux dans le cadre de la procédure de marché public et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents .

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet
- la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ;
- les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ;
- l'organisation générale du chantier,
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ;
- l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet,
- les moyens de lutte contre la pollution,
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,
- le plan de circulation des engins,
- la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...),
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire,
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale. Ces documents doivent être transmis sur simple demande de l'inspecteur de la DREAL.

Constats :

L'exploitant a transmis le document intitulé Mission d'accompagnement et de suivi écologique du chantier, réalisé par le Bureau d'étude ALTIFAUNE et daté du 08/04/2025.

La mission est détaillée ainsi : « Dans le cadre de la construction de ce parc éolien, le bureau d'études ALTIFAUNE réalise une mission d'accompagnement et de suivi écologique de chantier (MASEC) intégrant la rédaction d'un plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE), la coordination et la réalisation des mesures environnementales (MESERC). Cette prestation concerne exclusivement l'étude de la faune, de la flore, des milieux naturels terrestres et des zones humides et s'organise en 2 phases :

Phase 1 :

- Réalisation des mesures écologiques à mettre en œuvre en amont du démarrage des travaux ;
- Suivi du défrichement/débroussaillage à réaliser entre le 1er octobre et le 15 novembre 2023.

Phase 2 :

- Réalisation des mesures écologiques à mettre en œuvre pendant la phase des travaux ;
- Suivi des travaux de génie civil d'aménagement (décapage, terrassement, excavation pour la

réalisation des fondations) à partir de septembre 2024 (à proscrire entre le 15 mars et le 31 juillet).
»

Ce document de planification est annexé à tous les appels d'offres pour que les prestataires aient bien conscience des enjeux et des recommandations.

Il rend compte des enjeux du chantier et des mesures mises en œuvre, ainsi que les compte-rendus des visites réalisées régulièrement et en moyenne une fois par semaine. Le plan de gestion a ainsi actualisé au fur et à mesure de l'avancée du chantier et en particulier entre les phases 1 et 2. En phase levage, le bureau d'étude passe une fois par mois.

Il a été vérifié avec l'exploitant que ce document de suivi environnement précise l'ensemble des spécifications demandées par l'arrêté préfectoral.

Il est à noter pour la gestion des déchets, que les BSD :

- ne sont pas tous au nom de la société exploitante ;
- ne sont pas tous édités via l'application TrackDéchets.

Cependant l'exploitant a mis en place une action d'amélioration du dispositif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit corriger la gestion des déchets en utilisant TrackDéchets et en émettant les BSD et BSD des déchets dangereux au nom de la société exploitante du site.

L'exploitant doit fournir, sous 2 mois, les justificatifs de mise en œuvre de l'action d'amélioration du dispositif de suivi des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.6

Thème(s) : Autre, Phase de travaux

Prescription contrôlée :

Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées.

Constats :

Aucun individu d'espèce protégée n'a été repéré ou identifié durant le chantier, comme indiqué par les compte-rendus de chantier fournis par le bureau d'étude réalisant la mission d'accompagnement environnemental du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Périodes d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.3
Thème(s) : Autre, Calendrier Phase de travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction sont interdits en phase de reproduction, soit du 15 mars au 31 juillet. En outre, les travaux de débroussaillage, déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement (si nécessaire) ne sont autorisés qu'entre le 1er septembre et le 15 novembre.</p> <p>L'exploitant veillera également à la mise en adéquation des travaux d'aménagement avec le plan de gestion forestier en faisant coïncider les zones de coupes forestières avec les travaux au niveau des éoliennes.</p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (ferraillage et bétonnage des fondations, livraison, montage des aérogénérateurs, raccordement inter-éolienne par exemple) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant dans les emprises préalablement terrassées ou décapées et en continuité dans le temps des opérations de libération des emprises visées à l'alinéa ci-dessus. Si ces travaux ne pouvaient être réalisés dans ces conditions, l'exploitant doit faire valider les nouvelles périodes de travaux par la DREAL Occitanie après passage par un écologue afin de s'assurer que certaines espèces protégées n'ont pas recolonisé le site concerné. En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par la DREAL Occitanie.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL Occitanie la date de chantier deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.</p> <p>Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressée préalablement à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ainsi que le montrent les compte-rendus de chantier, le calendrier des travaux a respecté les prescriptions de l'arrêté tant pour le défrichement et débroussaillage que pour les travaux de gros œuvre. Notamment les coupes d'arbres et le déboisement ont été réalisés en septembre et octobre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Périmètre du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.2
Thème(s) : Autre, Périmètre du chantier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le périmètre des travaux lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien</p>

<p>comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des aérogénérateurs, les zones de stockage de terres excavées, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des aérogénérateurs ainsi que le réseau électrique câblé enterré, reliant les aérogénérateurs entre eux ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant.</p> <p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été vérifié lors de la visite du site de la cohérence de l'emprise du chantier avec les plans fournis dans l'étude d'impact.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Préparation du chantier et balisage des stations à protéger

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins, les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées.</p> <p>Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Ce balisage concerne notamment : les éventuelles stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, les éventuelles zones humides proches des pistes, des plateformes et des tranchées.</p> <p>Le balisage des Périmètres de Protection Immédiat des captages d'eau potable de Cap Estève et d'Adrech doit être réalisé. En outre, afin de garantir le respect des dispositions de l'article 3.5.5 ci-après, le balisage des Périmètres de Protection Rapprochée (PPR) et des Périmètres de Protection Éloignée (PPE) des captages d'eau potable de Cap Estève et d'Adrech doit être réalisé dans les zones susceptibles d'être concernées par les divers aménagements liés aux travaux. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent, à ce stade, être rajoutées dans les documents visés à l'article 3.4 du présent titre.</p> <p>Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent).</p>
<p>Constats :</p> <p>il s'agit d'une prescription déjà contrôlée en 2024 : « Le seul secteur à éviter identifié par le bureau d'étude naturaliste au démarrage des travaux correspond à la hêtraie présente en périphérie des travaux de la base de vie. La cartographie des zones à préserver est présentée en p.43-44 du rapport de management environnemental du bureau d'étude Altifaune.</p> <p>Le balisage est bien en place, résistant au vent et visible sur une grande distance ».</p> <p>Il a été vérifié lors de la visite d'inspection que les balisages n'ont pas évolué depuis le début du chantier.</p>

Des panneaux sont plantés pour indiquer les zones des PPR et PPE des captages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Circulation des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.4.3
Thème(s) : Autre, Phase de travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles). Pour limiter l'impact des engins sur le sol (tassement, création d'ornière ou déstructuration du sol), les travaux de création de pistes et ceux liés au débroussaillage/défrichage sont réalisés en dehors des périodes de forte pluviométrie : avec arrêt du chantier pendant le temps de ressuyage au regard des conditions météorologiques.</p> <p>La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite de circulation sur site est limitée à 30 km/h et les voies de circulation sont clairement délimitées ce qui empêche le stationnement en dehors des zones prévues.</p> <p>Les travaux du chantier n'ont pas eu lieu en cas de fortes pluies, en particulier afin d'assurer la sécurité des engins et des travailleurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion des déblais/remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.3
Thème(s) : Autre, Phase de travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le terrain naturel d'assiette du projet est conservé au plus près ou modelé afin de se raccorder harmonieusement au site d'accueil. Les talus seront ensuite laissés à la reconquête végétale naturelle pour éviter d'introduire des essences non adaptées voire invasives.</p> <p>Les câbles électriques seront enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées. Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles).</p> <p>Au cours du chantier, les matériaux décapés sont réutilisés sur site en fonction de leur nature notamment pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique.</p> <p>Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé. Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • décapage et mise en dépôt de la terre végétale, • remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits, • épandage sans bourrelet de la terre végétale, • évacuation des matériaux en excès. <p>Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue précité en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier. Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.</p> <p>Le pied des éoliennes est recouvert d'une surface engravillonnée de couleur claire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les terres végétales sont correctement stockées sur site et sont réutilisées pour les comblements.</p> <p>Il a été constaté que les câbles électriques sont bien enterrés.</p> <p>Enfin, les plate-formes sont bien engravillonnées de couleur claire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Moyens de lutte contre la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réalisation sur une journée (deux journées, si besoin technique) des travaux d'installation de câblage électrique enterré pour la partie au sein du PPR (Périmètre de Protection Rapprochée) de Cap Estève. La période pluvieuse doit être absolument évitée ;</p> <p>Réalisation des travaux de débroussaillage/défrichement prévus dans le PPE du captage de l'Adrech hors conditions météorologiques de fortes pluies : avec arrêt du chantier pendant le temps de ressuyage au regard des conditions météorologiques ;</p> <p>Installation des baraquements de chantier, de leurs assainissements, des zones de stationnement et de ravitaillement des véhicules hors PPR et PPE des captages d'eau potable de Cap Estève et de l'Adrech ;</p> <p>Mise en place d'une aire de rétention au niveau de la base de vie,</p> <p>Stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants s'effectue hors site. Aucun engin de chantier n'est entretenu sur place sauf cas de force majeure, auquel cas l'entretien des véhicules est réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier, à l'extérieur de la zone d'alimentation des captages d'eau potable de Cap Estève et de l'Adrech ;</p> <p>Mise à disposition de kits anti-pollution ;</p> <p>Pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies;</p> <p>Stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation et en dehors des PPR,</p> <p>Mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plateformes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut,</p> <p>Interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plate-forme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche,</p> <p>Maintien des écoulements souterrains et superficiels, notamment lors de l'enfouissement des</p>

lignes électriques. Les mesures permettant d'éviter les émissions de matières en suspension dans les eaux de ruissellement seront prises.

Mise en place d'une pente de 0,5 à 2 % drainant et collectant les eaux de ruissellement orientée vers un fossé le long des pistes et plateformes en dehors du PPR,

Draînage et collecte des eaux de ruissellement de la piste qui surplombe le captage de l'Adrech vers le Nord en dehors du PPR avant rejet dans le milieu naturel. Ce drainage s'effectuera via la création d'un fossé imperméabilisé, positionné en dehors du PPR du captage de l'Adrech. En ce qui concerne les aménagements de reprise puis d'évacuation des eaux de ruissellement sur la voirie, toutes mesures doivent être prises afin d'empêcher l'infiltration des eaux de lessivage des voies et/ou des déversements accidentels de produits potentiellement polluants sur la surface de recharge de l'aquifère.

En outre, l'exploitant s'assurera de la préservation de la qualité et de la quantité des ressources en eau de Cap Estève et de l'Adrech : En posant deux piézomètres en bordure de la piste menant à la source de Cap Estève : Ces ouvrages ont pour but de définir le niveau d'eau de la nappe dans ce secteur durant les 6 mois qui précèdent le début des travaux. Ces résultats permettront de définir la cote des plus hautes eaux de la nappe sur cette période au droit du passage des câbles électriques et d'adapter la profondeur de pose si nécessaire afin de ne pas intercepter les écoulements souterrains alimentant la source ; En réalisant un suivi ponctuel des travaux par un hydrogéologue durant les phases les plus sensibles ; En effectuant une analyse physico-chimique mensuelle (Matières en Suspension, indice HCT, pH, conductivité et turbidité) sur les deux sources durant 6 mois avant le début des travaux, durant la phase travaux et pendant les 3 mois qui suivront la fin des travaux ; En réalisant un suivi en continu de la turbidité des deux sources sur une période de 6 mois avant le début des travaux (état initial) et jusqu'à 3 mois après la fin des travaux.

L'exploitant informera la DREAL et l'ARS des résultats du suivi piézométrique avant travaux et leurs conséquences sur la suite du chantier, ainsi que des résultats du suivi analytique et de leurs interprétations.

Constats :

Les baraquements de chantier se situent en dehors des zones du PPE du captage.

Les aires de stationnement et les opérations de ravitaillement de véhicules ont bien été réalisées sur une aire de rétention étanche fixe.

Des fosses de lavage avec des géotextiles ont été posées afin de récolter les eaux issues du nettoyage des toupies. Ces eaux ont été évacuées en filières spécialisées.

Il a été constaté sur site la réalisation de tranchées drainantes ont été mises en place en dehors du PPE du captage afin que les eaux météoriques contournent les aires de captage.

Enfin, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse de la qualité et de la quantité des eaux des deux captages, qui ne font pas apparaître d'anomalies. Ces rapports sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral et ont été adressés à l'Agence Régionale de Santé.

Type de suites proposées : Sans suite